

MEDPRO

Newsletter

Prospectives Méditerranéennes



Prospectives Méditerranéennes

Jean-Louis Reiffers,
Président du Comité Scientifique
et co-coordonateur
du FEMISE

La prospective est déjà en soi un exercice difficile, s'apparentant aux oracles anciens de la Méditerranée. Le mener sur un territoire aussi particulier que la région Euromed, relève encore de la gageure. Il faut pourtant bien comprendre à quel point cet exercice sera crucial pour notre dynamique dans les prochaines années. Plusieurs raisons à cela, dont 3 que je tiens à citer en éditorial de cette première Newsletter du programme MEDPRO : La première est que cette « zone » regroupant les pays européens et les pays de la rive sud de la Méditerranée – pays de niveau de développement très disparates, la traversée d'un simple détroit (Gibraltar) impliquant un différentiel dans l'espérance de vie d'une dizaine d'années - est considérée maintenant comme une région : l'Euromed. Avec toute notre expérience sur ces 15 dernières années, on soulignera en effet à quel point les discours ont évolué d'une façon qui n'est pas que sémantique. Nous sommes passés de 10 pays tiers méditerranéens à l'Union pour la Méditerranée (UpM, 44 pays). En effet, malgré la fragmentation de la région, elle dispose depuis 1995 et le processus de Barcelone, d'un embryon d'enceinte politique de discussion, renforcé par la création de l'UpM en 2008. Il est exact que cela n'a pas mis fin aux divers conflits latents ou explicites, que ce « dialogue » est actuellement réduit à sa plus simple expression, mais les mentalités ont évolué indéniablement, et quoique la géométrie de ce partenariat puisse être variable, le dialogue a été institutionnalisé. Et cela sur une base multilatérale de codécision ce qui n'était pas le cas auparavant. Il sera donc très utile de réfléchir à la façon dont il va évoluer dans les 20 prochaines années en imaginant les conséquences socio-économiques des différentes alternatives. La deuxième raison fondamentale est que cette évolution institutionnelle correspond en fait à la réalité tangible de l'interdépendance entre les deux rives. Les deux parties de la « région » partagent une proximité géographique, une proximité historique et culturelle, une proximité humaine qui découle des mouvements migratoires importants. Économiquement, il suffit d'observer les flux de marchandises (l'Europe réalise un de ses plus importants excédents commerciaux régionaux avec la rive sud), les flux touristiques et les transferts de fonds des migrants (ces deux derniers flux permettant au pays du sud de combler leur déficit commercial). Il y a déjà de facto une interdépendance économique, qui est considérablement renforcée par les aspirations humaines. Toutes les enquêtes faites sur les jeunes (qui représentent 30% de la population de la rive sud) indiquent leur attrait pour le nord, ce qui nous renvoie à la troisième raison. Cette troisième raison place la question des hommes au centre et a trait à l'horizon de 20 années choisi par MEDPRO. C'est dans cette période, où la population active atteindra son apogée d'un côté, où la population en âge (légal) de travailler décline de l'autre côté, que l'on peut construire une région sur la base d'une évidente complémentarité qui porte en elle les fondements d'une construction où toutes les parties sont gagnantes. Si on laissait passer cette opportunité, on ne doit pas se cacher qu'il sera difficile d'y revenir. Au cœur de la question prospective, se place celle de la mobilité des hommes et des compétences, dont tous les spécialistes savent que ce sont les éléments qui font ou défont les territoires. Voilà finalement une grande ambition à laquelle va tenter de s'attacher le programme MEDPRO.

Notre Méditerranée: Quel avenir pour quelles aspirations?

Dr. Rym Ayadi,
Senior Research Fellow, CEPS et
Coordinatrice de MEDPRO



Aujourd'hui la région du sud de la Méditerranée est fragmentée économiquement, socialement et politiquement. Pouvons-nous d'ailleurs parler d'une région ou même d'un avenir commun alors que les données ne confirment que trop la faiblesse de l'intégration sud-sud, la disparité des revenus par tête, les divergences démographiques et l'hétérogénéité des niveaux de développement humain ? Ces contrastes s'amplifient lors de comparaisons avec les pays de l'Union Européenne. Nonobstant ces divergences, les pays du sud de la Méditerranée partagent des caractéristiques communes. Sur le plan économique, tous ont un fort potentiel de croissance, mais n'attirent à peine plus de 5% des investissements étrangers mondiaux. À l'exception de l'Algérie et de la Libye, exportateurs d'hydrocarbures, tous sont importateurs nets. Enfin le besoin d'infrastructures commun nécessite un effort colossal de développement et de modernisation. Du point de vue social, le sud de la Méditerranée jouit d'un potentiel largement inexploité sur le marché du travail comme en témoignent les niveaux élevés de chômage parmi les actifs qualifiés. Leurs systèmes d'éducation, de santé et de protection sociale sont également sous-développés. Sur le plan environnemental et énergétique, la raréfaction des ressources hydriques met en péril l'agriculture et une sécurité alimentaire durement acquise, la désertification, la dégradation de la qualité de l'air et de l'eau créent des situations jusque maintenant inconnues, la demande en énergie et en électricité en particulier sont appelées à augmenter fortement avec en toile de fond un potentiel de développement des renouvelables tout aussi inexploité. En quelques lignes, la croissance économique fait face à des obstacles qui reflètent les réalités régionales : instabilité politique et vivers de conflits, structures de gouvernance aussi fragmentées qu'inefficaces, contrôle et suivi démographique défaillants, déconnexion entre les besoins de l'économie réelle et le secteur financier, pressions environnementales fortes. Afin d'aspirer à un avenir meilleur, à des décennies prospères, ces obstacles devront être levés intelligemment. Il faut impérativement assurer un développement économique et social durables, explorer les manières optimales de coopérer avec l'Europe, mais aussi avec d'autres régions, tout en restant synchronisé à la mouvance géopolitique. Pour relever le défi d'une croissance et d'une prospérité durable et inclusive, il faudra assurer simultanément le développement et les interactions idéales entre quatre types de capital, humain, social, économique et politique avec en toile de fond une utilisation optimale des ressources naturelles. Pour ce faire, une connaissance approfondie de leurs moteurs, de leurs interactions, de leurs dynamiques et de leurs équilibres est essentielle. En se focalisant sur ces éléments, le réseau d'excellence scientifique MEDPRO, dirigé par le Centre for European Policy Studies (Bruxelles), envisagera pendant les trois prochaines années des scénarios plausibles pour la région à l'horizon 2030. Ces scénarios résulteront des perspectives de développement de chacun de ces capitaux et de leurs interactions dans le temps, dans un cadre géopolitique marqué par l'incertitude où les choix sont difficiles mais néanmoins possibles.

Géopolitique et gouvernance: la soutenabilité des Etats Méditerranéens

Dr. Nathalie Tocci, Senior Fellow, Istituto Affari Internazionali (IAI).



Les prévisions pour la Méditerranée en termes de développement sont basées sur une hypothèse contestable d'un statu quo en termes de gouvernance et de structures politiques. En effet, ces dernières décennies, les régimes du Sud de la Méditerranée se sont révélés très résilients : malgré les nombreux défis auxquels ces pays ont du faire face au niveau national, régional et international, les structures politiques et de gouvernance ont tenu ferme. Mais pouvons-nous supposer que cela sera encore le cas ? Les recherches sur la géopolitique et la gouvernance de MEDPRO questionnent cette hypothèse en distinguant stabilité et soutenabilité de l'Etat. La stabilité apparente d'aujourd'hui ne résistera pas les 30 prochaines années si les processus politiques et de gouvernance ne sont pas eux-mêmes soutenables. Le statu quo ne semble pas plus soutenable au vu de l'accumulation des nombreux défis auxquels ces pays doivent répondre. Le premier article de ce work package, dresse un cadre conceptuel pour l'analyse des potentiels de développement durable dans la Méditerranée. En nous plongeant dans le concept de soutenabilité et de ses déterminants, nous montrons que dans le long terme il sera de plus en plus difficile de maintenir l'organisation actuelle du pouvoir parallèlement à une détérioration des conditions socioéconomiques. Dans un premier temps l'article explore les changements des deux dernières décennies ayant contribué à cette situation d'apparente stabilité. Ensuite, seront évaluées les conditions sous lesquelles la situation deviendrait insoutenable suite aux difficultés politiques et socioéconomiques croissantes. Cet exercice a pour but de présenter un nombre de scénarios stylisés pour l'avenir politique de la région.

Turquie: Acceptation tacite de la locomotive économique du Moyen Orient

Javier Albarracín Corredor, Responsable du développement socioéconomique, Institut Europeu de la Mediterraia (IEMed)



Lors de la décennie précédente, la Turquie est devenue un Etat commercial important, dont le vecteur de puissance internationale est passé d'une approche « dure » de la sécurité à une conception coopérative basée sur l'interdépendance économique et commerciale. Depuis l'arrivée au pouvoir de l'AKP en 2002, un processus de modernisation économique « à la turque » s'est mis en place, basé sur une triple diversification : extension du développement économique aux métropoles turques, diversification compétitive des secteurs productifs et diversification des relations économiques internationales. Ces trois facteurs ont contribué au besoin de nouvelles frontières pour les entreprises turques. Le pays est devenu un partenaire commercial important du Moyen Orient qui espère tirer profit d'un « spillover » positif de la croissance turque. En juillet 2010, la Turquie, la Syrie, le Liban et la Jordanie ont conclu un accord de libre-échange régional, « Close Neighbors Economic and Trade Association Council » (CNETAC). L'accord envisage d'établir une zone de libre circulation des personnes par l'abolition des visas, tout en progressant dans la coopération dans le commerce, le transport, le tourisme et l'énergie. Cet accord implique une relation économique «win-win» asymétrique : les pays arabes sont supposés gagner au nom des synergies potentielles que l'accord peut générer en termes d'investissements et d'emploi, tandis que les entrepreneurs turcs sont à même de gagner davantage en raison de leur compétitivité et de leur internationalisation. Etant donné l'engagement des quatre gouvernements pour développer le CNETAC, ce dispositif pourrait être un premier pas pour un schéma de coopération plus large dans le Moyen Orient qui à moyen terme pourrait englober des pays comme l'Egypte ou l'Iraq.



MEDPRO: Energie et endiguement du changement climatique

Dr. Manfred Hafner, Coordinateur des Activités liées à la Sécurité des Approvisionnements Energétiques, Fondazione Eni Enrico Mattei (FEEM)

Dans le domaine énergétique, la complémentarité est grande entre l'Europe et les onze pays de la Méditerranée (MED11). L'Europe a un niveau élevé de PIB par tête, des besoins croissants en énergie, possède peu de ressources mais dispose de capitaux et de technologies, tandis que les MED11 ont un niveau faible de PIB par tête mais un besoin énorme de développement socioéconomique, des ressources énergétiques importantes (aussi bien dans les hydrocarbures que dans les renouvelables) et sont contraints par le financement et la faible disponibilité de capitaux et technologies.

En effet, quelques uns des MED11 sont d'importants fournisseurs d'hydrocarbures pour l'Europe, et d'importantes infrastructures ont été mises en place à cet égard entre l'Afrique du Nord et le vieux continent. Toutefois, la plupart des MED11 sont des importateurs nets d'énergie, et leurs besoins de développement socioéconomique font de l'énergie, et en particulier de l'électricité, une condition sine qua non de leur développement. Plusieurs sentiers de développement peuvent être envisagés, certains plus soutenables que d'autres, et tous les pays de la région comptent un potentiel important de développement des énergies renouvelables.

Dans MEDPRO, nous étudions les tendances d'approvisionnement à moyen et long terme de la région Méditerranée et leur rôle pour l'Europe ainsi que les tendances de développement futures tout en tenant compte des scénarios d'offre et demande nationale et en incluant les potentiels d'endiguement du changement climatique. Pour ce faire, deux types d'approches sont envisagées : une approche bottom-up (basée sur la collecte des stratégies nationales : projets et politiques) ainsi qu'une approche down top avec l'utilisation d'un modèle d'équilibre général.



Sortie de crise

Leonor Coutinho, Research Fellow, Cyprus Center for European and International Affairs (CCEIA), Marek Dabrowski,

Président du Comité de Direction, Center for Social and Economic Research (CASE),

La récente crise économique a frappé le monde entier, mais ses impacts négatifs ont été asymétriques. Si l'on compare les 5 économies les plus importantes de la Méditerranée, (Egypte, Israël, Jordanie, Maroc, Turquie) avec quatre importantes économies européennes (France, Grèce, Italie, Espagne), nous voyons deux points de contraste. Premièrement, le Sud de la Méditerranée a connu une croissance plus vigoureuse avant la crise. Deuxièmement, le marasme s'est fait sentir plus tard dans la région, et ses effets ont été moins marqués. À la fin de l'année 2009, le taux de croissance trimestriel du PIB dans ces 5 économies Méditerranéennes s'est situé à 5% tandis que pour les pays Sud Européens il s'est établi à un niveau proche de -2%. Si l'on exclue la Turquie dont les liens commerciaux avec l'UE sont renforcés du fait de l'union douanière, ces différences sont encore plus saillantes. Un tableau similaire peut être dressé des tendances d'emploi dans les deux régions. Alors que dans l'UE l'emploi n'a progressé que d'un point de pourcentage entre le troisième trimestre 2009 et le premier trimestre 2010, il a enregistré une hausse de 3 points de pourcentage à la même période Egypte, Israël, Jordanie, Maroc, Turquie. Toutefois, bien que la croissance et l'emploi semblent avoir rebondi dans la région, suite à la crise financière, le chômage reste proche de niveaux à deux chiffres et tous les pays de la région font face à des problèmes importants de stabilité macroéconomique avec des taux d'inflation très volatiles. En Syrie par exemple, l'inflation est passée de 4.7% en 2007 à 15.2% en 2008 pour s'établir à 20.8% en 2009. Ces questions de politique économique et d'autres seront analysées dans la recherche du WP5: « Développement Economique, Commerce et Investissement ».



Perspectives pour un accord de paix et la stabilité au Moyen Orient.

Dr. Samir Abdallah, Directeur Général, Palestine Economic Policy Research Institute (MAS)

Le combat pour la création d'un état Palestinien indépendant a réussi à renforcer le consensus international sur la fin nécessaire de l'occupation israélienne. De plus, la reconnaissance de la part du gouvernement américain de l'impact négatif du conflit israélo-palestinien sur sa politique étrangère a rehaussé les espoirs palestiniens et arabes pour un accord politique. Toutefois, la nomination par l'administration Obama du Sénateur George Mitchell en tant qu'Envoyé Spécial pour faciliter les pourparlers de paix n'a eu que peu d'effets sur la reprise des négociations directes. L'expansion des activités Israéliennes d'occupation qui ont encore augmenté sous le nouveau gouvernement d'extrême droite, combinée à la demande de reconnaissance en tant qu'Etat juif n'a fait que retarder la reprise des négociations. La poursuite des activités de colonisation indique la réticence israélienne de mettre fin au conflit. Pour le gouvernement palestinien, l'Autorité Nationale Palestinienne (ANP) et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), toute négociation future avec Israël sous de telles conditions serait futile et dangereuse. Elle ne ferait que baisser la crédibilité des institutions palestiniennes aux yeux de son peuple tout en renforçant les positions extrémistes et en réduisant grandement la possibilité d'une solution à deux états. Par ailleurs, l'absence de paix a davantage retardé les processus internationaux d'intégration régionale comme l'Union pour la Méditerranée qui rassemble 43 pays riverains pour progresser dans le développement régional. En effet, le « processus de paix » moribond n'a contribué que très peu à l'avancée des objectifs de paix, stabilité et prospérité régionale avancés par le Processus de Barcelone en 1995. Par conséquent, sans un règlement politique du conflit dans un avenir proche, l'instabilité régionale ne sera que prolongée. Afin d'éviter cela, trois choix se présentent à la communauté internationale. Soit elle doit persuader Israël de mettre un terme à ses activités de colonisation, soit elle doit faire accepter par le gouvernement Israélien les résolutions de l'ONU ou employer les mécanismes du Conseil de Sécurité de l'ONU pour mettre en place un règlement pacifique du conflit tant attendu.



L'éducation dans la région MENA

Dr. Alia El Mahdi, Professeur d'Economie, Doyenne, Faculté d'Economie et de Sciences Politiques (FEPS) Université du Caire

Au lendemain de l'indépendance, dans les années 1960, les pays de la région MENA ont réalisé que l'amélioration du système éducatif était la première des priorités au vu des faibles taux d'alphabétisation et de réussite scolaire. Depuis, la plupart des stratégies et des plans de développement socioéconomique ont souligné l'importance d'augmenter le nombre d'élèves scolarisés dans le primaire et le secondaire, de minimiser les nombres d'élèves abandonnant le système éducatif, de baisser le nombre d'élèves à charge par professeur et la densité des classes ainsi que d'éliminer les obstacles liés au genre dans l'accès à l'éducation. Atteindre ces objectifs n'aurait pas été possible sans une hausse des dépenses publiques consacrées à l'éducation. Avec le temps, les objectifs ont évolué et l'accent est mis sur l'introduction des nouvelles technologies dans le processus éducatif, l'amélioration des formations, du parcours des professeurs etc.

Toutefois, le succès dans l'atteinte de ces objectifs a varié d'un pays à l'autre. Le niveau de soutenabilité des politiques éducatives et la proportion de la dépenses publique allouée au secteur a eu son importance sur les résultats achevés par les différents pays.

Des résultats positifs sont visibles dans les taux de scolarisation primaire et secondaire, les taux d'alphabétisation et les différences de genre. Néanmoins, ils n'ont été que modestes dans l'éducation supérieure, la contribution aux avancées technologiques, la compétitivité globale dans l'éducation supérieure et la formation, l'innovation et l'éducation technologique. En effet, les quatre piliers reflétant l'éducation dans l'indice de compétitivité du Forum Economique Mondial semblent être à la base de la performance modeste de tout l'indice pour la plupart des pays concernés.

Méditerranée 2030 ? Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen (IPEMED)



IPEMED – Institut de Prospective Economique du Monde Méditerranéen – en partenariat avec des organisations spécialisées dans l'Euro-Méditerranée (Consortium pour la Recherche Appliquée en Migrations Internationales, CRAM ; Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes, CIHEAM ; Forum Euro-méditerranéen des Sciences Economiques, FEMISE ; Observatoire Méditerranéen de l'Energie, OME) a lancé un projet de prospective en Avril 2009 intitulé « Méditerranée 2030 ». Le but de cet exercice est de rassembler les organes de prospective de la région tant institutionnels que privés afin de construire une vision commune de la Méditerranée à l'horizon 2030. Trois scénarios émanent de cet exercice : 1) Un scénario de marginalisation où les tendances actuelles se poursuivent, les disparités de revenus s'accroissent, les spécialisations des pays Méditerranéens se confinent aux produits faibles en technologie, les pressions environnementales s'accroissent et où la question de l'emploi reste irrésolue ; 2) Un scénario de divergence encore plus menaçant que le précédent où l'intégration disparate des pays dans l'économie mondiale renforcerait la dualité entre les économies et les territoires ; 3) Toutefois, un autre scénario est possible, celui d'une convergence « top-down » basé sur une action politique proactive et un règlementation internationale multipolaire. Une croissance économique plus forte en termes d'emplois impliquerait le développement de synergies Euro-Méditerranéennes en étendant certains moyens de redistribution et en renforçant la compétitivité. Ce scénario implique un cadre institutionnel renforcé et un essor dans l'harmonisation des normes. Dans un système régional intégré avec une coopération améliorée et ouverte à tous les pays Méditerranéens, les niveaux de croissance internes pourraient se traduire par une augmentation de la productivité régionale et de l'emploi.



Evènements passés:

MEDPRO: Réunion de Milan. Les 2 et 3 novembre 2010, la Fondazione Eni Enrico Mattei (FEEM) a accueilli dans ses locaux de Milan le deuxième atelier scientifique des Prospectives Méditerranéennes (MEDPRO). La réunion a permis d'évaluer les progrès réalisés et d'élaborer les méthodologies d'analyse.

MEDPRO : Réunion du Caire. Les 29 et 30 juin 2010, la Faculté d'Economie et de Sciences Politiques (FEPS) de l'Université du Caire a accueilli la première réunion d'exécution de MEDPRO. Lors de celle-ci, les questions méthodologiques relatives à la démographie, l'éducation, la protection sociale et les migrations ont été discutées. Les chercheurs de l'Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives (ITCEQ), du Palestine Institute for Economic Policy Research (MAS) et de FEPS ont donné un aperçu de situations démographiques en Tunisie, Palestine et Egypte.

MEDPRO : Réunion Kick-off. Les 14 et 15 avril 2010, CEPS a accueilli le kick-off meeting de MEDPRO. Lors de la réunion, le cadre conceptuel du projet a été présenté et une approche commune et coordonnée pour l'exercice de prospective a été définie.

Prochains évènements:



Les 10 et 11 février 2011, l'Istituto di Studi per l'Integrazione dei Sistemi (ISIS) accueillera dans ses locaux de Rome la première réunion du Comité des Scénarios de MEDPRO. La réunion a pour but de discuter les scénarios partiels produits dans le cadre des work packages de MEDPRO.

PUBLICATIONS DE MEDPRO: Téléchargement gratuit sur www.medpro-foresight.eu

MEDPRO a lancé une nouvelle série de commentaires

Premier commentaire sur la Révolution Tunisienne : Une opportunité pour la transition démocratique, Rym Ayadi, Silvia Colombo, Maria Cristina Paciello et Nathalie Tocci, Janvier 2011

Implications des conflits violents et du néo-autoritarisme sur la soutenabilité de l'Etat, Dr. Silvia Colombo, Junior Researcher, Istituto Affari Internazionali (IAI), Technical Paper, Octobre 2010

Cet article explore dans un premier temps les nombreux changements qui ont eu lieu dans les deux dernières décennies ayant contribué à cette situation de stabilité apparente. Ensuite, il évalue les conditions sous lesquelles la situation deviendrait insoutenable suite aux complications nombreuses et croissantes dans les domaines politique, social, économique et international. Cet exercice a pour but de présenter un nombre de scénarios stylisés pour l'avenir de la région.

Interventions des chercheurs de MEDPRO

En mai 2010, **Dr. Rym Ayadi** Coordinatrice de MEDPRO a présenté le projet lors d'une réunion de haut niveau sur la Méditerranée en 2030 organisée par IPEDM et l'Institut Arabe des Chefs d'Entreprise (IACE) à Hammamet en Tunisie.

En Octobre 2010, **Dr. Rym Ayadi** s'est exprimée sur le futur de l'accès aux financements dans la Méditerranée à l'occasion de la conférence MedaFinance 2010 tenue au Caire sous le programme Invest in Med.

Dr. Manfred Hafner a présenté les premiers résultats de MEDPRO sur la coopération Euro-Méditerranéenne dans l'électricité lors de la conférence : « Asian-Europe Environment Forum 2010 » les 1, 2 et 3 septembre 2010. Cette conférence a tenu un atelier spécial consacré aux énergies solaires et termiques et où ont été évoquées les initiatives Desertec et Gobitec.

MEDPRO in a nutshell

Titre	MEDPRO – Prospectives Méditerranéennes
Type de financement	Projet collaboratif : petit- moyen projet de recherche
Coordinateur	Dr. Rym Ayadi, Centre for European Policy Studies (CEPS) rym.ayadi@ceps.eu
Durée	1er avril 2010 – 31 mars 2013 (36 mois)
E-mail de contact	medpro@ceps.eu
Description	MEDPRO explore les défis auxquels les pays du sud de la Méditerranée devront faire face dans les prochaines années. Le projet entreprendra une analyse prospective afin de considérer les interactions entre développement et coopération Euro-Méditerranéenne dans les domaines suivants : géopolitique, démographie, éducation, protection sociale, énergie, changement climatique, commerce et finance. Le but de cet exercice sera de fournir la meilleure assise scientifique pour les décisions politiques futures tant au niveau domestique qu'europpéen dans le cadre de la Politique Européenne de Voisinage (PEV) et de l'Union pour la Méditerranée (UpM)
Partenaires	16 (13 pays)
Consortium	Centre for European Policy Studies, CEPS, Belgique; Center for Social and Economic Research, CASE, Pologne; Cyprus Center for European and International Affairs, CCEIA, Chypre; Fondazione Eni Enrico Mattei, FEEM, Italie ; Forum Euro-Méditerranéen des Instituts de Sciences Economiques, FEMISE, France ; Faculty of Economics and Political Sciences, FEPS, Egypte; Istituto Affari Internazionali, IAI, Italie; Institute of Communication and Computer Systems, ICCS/NTUA, Grèce; Institut Europeu de la Mediterrania, IEMed, Espagne; Institut Marocain des Relations Internationales, IMRI, Maroc; Istituto di Studi per l'Integrazione dei Sistemi, ISIS, Italie; Institut Tunisien de la Compétitivité et des Etudes Quantitatives, ITCEQ, Tunisie; Mediterranean Agronomic Institute of Bari, MAIB, Italie; Palestine Economic Policy Research Institute, MAS, Palestine; Netherlands Interdisciplinary Demographic Institute, NIDI, Pays-Bas; Universidad Politecnica de Madrid, UPM, Espagne; Centre for European Economic Research, ZEW, Allemagne
Site internet	www.medpro-foresight.eu
Financement de la C.E	2 647 330€
Officier scientifique de la C.E	Dr. Domenico Rossetti di Valdalbero